



LISER-MEGA series

on gender dimensions of the COVID-19 pandemic

1

Emploi et temps de travail des femmes et des hommes pendant la pandémie

La LISER-MEGA series sur les aspects de genre dans la crise du COVID-19 apporte un éclairage sur la façon dont les femmes et les hommes ont été affectés par la crise. Chaque note résume des résultats de recherche sur une dimension particulière et présente l'avis d'experts nationaux ou internationaux sur ce qui s'est passé et les actions qui devraient être menées.

Une “shecession” internationale

La plupart des récessions modernes ont un point commun : elles ont eu une incidence beaucoup plus grande sur l'emploi des hommes que sur celui des femmes. Du moins cela était-il le cas jusqu'en 2020, avec la récession causée par la pandémie de COVID-19. Cette récession est unique, non seulement du point de vue de son origine, mais également de son impact sur le marché du travail : pour la première fois, les femmes étaient beaucoup plus susceptibles que les hommes d'être licenciées, mises au chômage partiel ou de voir leur temps de travail réduit. Cela a conduit certains économistes à inventer le terme « shecession » (une contraction du pronom « she », qui signifie « elle », et du mot « recession », soit la récession des femmes) pour décrire le récent ralentissement économique.

Dès l'imposition des mesures de confinement drastiques à travers le monde, au printemps 2020, les analystes ont tenté d'évaluer quelles seraient les implications pour l'économie et l'emploi. Trois grandes questions se sont dégagées. La première était la suivante : quels secteurs et professions allaient pouvoir maintenir leur activité pendant les confinements ? Le secteur de la santé fonctionnait à plein régime. Le secteur du commerce de détail et d'autres services marchands essentiels sont restés actifs, presque comme d'habitude. En revanche, pour la plupart des autres secteurs, les confinements ont entraîné un arrêt de l'activité ou un changement de mode de travail. La deuxième question portait sur l'identification des emplois pouvant être exercés en télétravail. Le facteur décisif à cet égard était la faculté de l'emploi à être aménagé rapidement de façon à pouvoir être exercé à distance, soit la majorité des emplois de bureau et des activités dites « intellectuelles ». À l'inverse, la plupart des emplois en 'col bleu' ne pouvaient ni être effectués à distance ni être exercés dans le respect des mesures de distanciation sociale. La troisième question visait donc à déterminer combien d'emplois et quels emplois étaient concernés par

Auteurs :

J. TODOROVIC
P. VAN KERM^{1,2}
E. PELUSO^{1,2}

¹ Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER), Luxembourg

² Université de Luxembourg, Luxembourg

l'activité partielle, les employés étant mis en chômage partiel en raison de l'impossibilité de maintenir une activité normale.

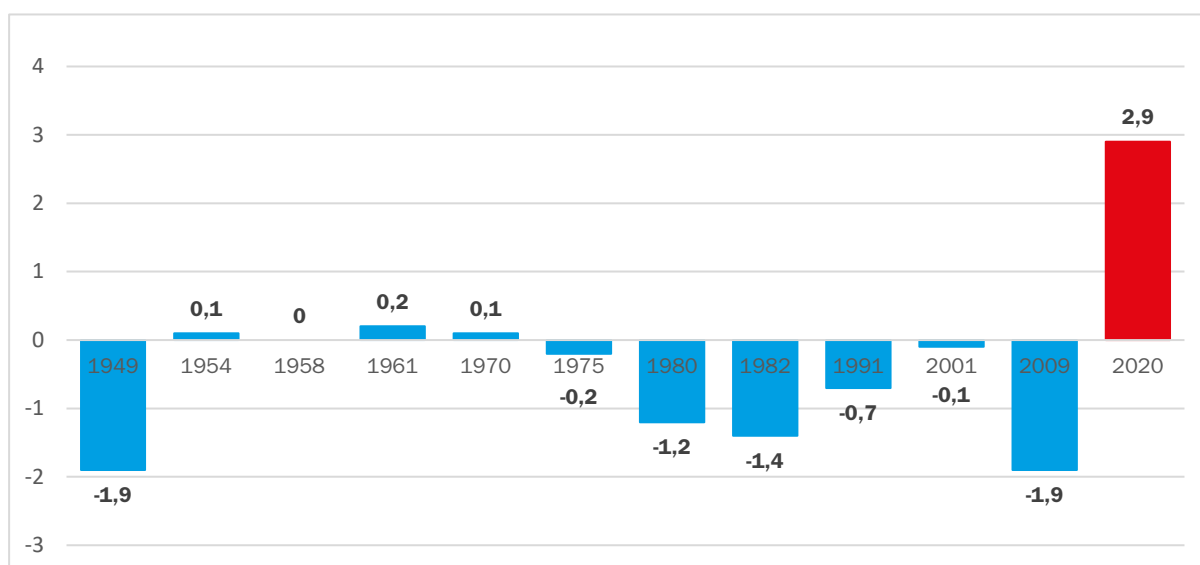
Il n'a pas fallu longtemps pour que la dimension potentiellement liée au genre de ces questions soit reconnue. Il était clair que le secteur de la santé, de même que d'autres services essentiels, employait une large proportion de femmes. Les nombreux employés en activité partielle occupant des postes d'ouvriers étaient généralement, à une écrasante majorité, des hommes. La dimension de genre était beaucoup moins claire quant au caractère « télétravaillable » des activités. Toutefois, dans l'ensemble, les forces en jeu semblaient mener à une nouvelle récession touchant les hommes de façon disproportionnée.

Néanmoins, ces arguments ne tenaient pas compte d'un quatrième aspect important : la garde des enfants. La fermeture des écoles, restée en vigueur pendant plusieurs mois dans certains pays, a compliqué le travail des parents. Non seulement ils devaient s'occuper des enfants à la maison, mais ils étaient également obligés de se substituer (au moins en partie) aux professeurs qualifiés et faire l'école à la maison. Par conséquent, certains parents ont dû volontairement réduire leur temps de travail ou prendre un congé, sous une forme ou une autre (certains pays, comme le Luxembourg, ont proposé des aménagements spécifiques dans ce type de cas). La prise en charge de ces changements est retombée massivement sur les épaules des femmes.

Un certain nombre d'études ont montré que l'emploi des femmes a globalement davantage reculé que celui des hommes pendant la récession. Alon et al. (2020) ont fait état de cette tendance aux États-Unis où, à l'inverse de l'ensemble des récessions préalables à 2020, le chômage des femmes a augmenté de 2,9 points de pourcentage de plus que celui des hommes au plus fort de la récession causée par la pandémie de COVID-19 (Figure 1).

Figure 1: Hausse du chômage : différence entre les femmes et les hommes aux États-Unis de 1948 à 2020, Alon et al. (2020)

<https://voxeu.org/article/shecession-she-recession-2020-causes-and-consequences>



En comparant les États-Unis et le Royaume-Uni à l'Allemagne, Adams-Prassl et al. (2020) ont montré que les femmes avaient 7 % de plus de chances de perdre leur emploi que les hommes dans les deux pays anglo-saxons. En Allemagne en revanche, le sexe n'avait pas d'incidence significative sur la perte d'emploi. Les auteurs de l'étude ont attribué cette divergence aux différences dans les types de contrats de travail répandus en Allemagne et dans les deux pays anglo-saxons. Ils ont remarqué que les travailleurs ayant des contrats salariés à durée déterminée et indéterminée étaient moins susceptibles d'être touchés par la pandémie que les travailleurs non salariés ou ayant des contrats intérimaires ou « zéro heure ». Ces derniers étaient plus fréquents chez les femmes aux États-Unis et au Royaume-Uni. Des tendances similaires ont été signalées aux États-Unis, en Allemagne et à Singapour par Reichelt et al. (2020), en Espagne par Farre et al. (2020), en Italie par Del Boca et al. (2020), ainsi qu'en Israël par Kristal et al. (2020).

Malgré ce que l'on aurait pu attendre, les données internationales indiquent donc que l'emploi des femmes a été plus touché par la crise du COVID-19. Quatre principaux facteurs semblent expliquer cela :

- Avant la pandémie, une plus grande proportion de femmes bénéficiaient de régimes de travail à temps partiel et non conventionnels, alors que les entreprises ont eu tendance à protéger davantage les travailleurs ayant des contrats à durée indéterminée. Cela signifie que les femmes étaient touchées par le choc d'emploi négatif en premier.
- Avant la pandémie, une forte proportion de femmes étaient employées à des postes faiblement ou moyennement rémunérés et moins de femmes que d'hommes occupaient des postes de direction, ce qui a semblé être corrélé avec la possibilité de télétravailler. Cela a, à son tour, conduit à une plus grande probabilité d'être licenciées, mises au chômage partiel ou de voir leur temps de travail réglementaire réduit.
- Les femmes ont tendance à être surreprésentées dans les métiers les plus touchés par les confinements et les mesures de distanciation sociale (p. ex. l'hôtellerie et les services à la personne).

Les femmes ont dû démissionner, partir en congé maternité ou réduire de façon significative leur temps de travail en beaucoup plus grand nombre que les hommes, en raison de l'accroissement des besoins de garde d'enfants causé par la fermeture des écoles et des garderies. Même si le nombre d'heures passées par les pères à garder les enfants a augmenté par rapport à la période pré-pandémie, les mères ont pris en charge la majorité des gardes d'enfants supplémentaires pendant la pandémie.

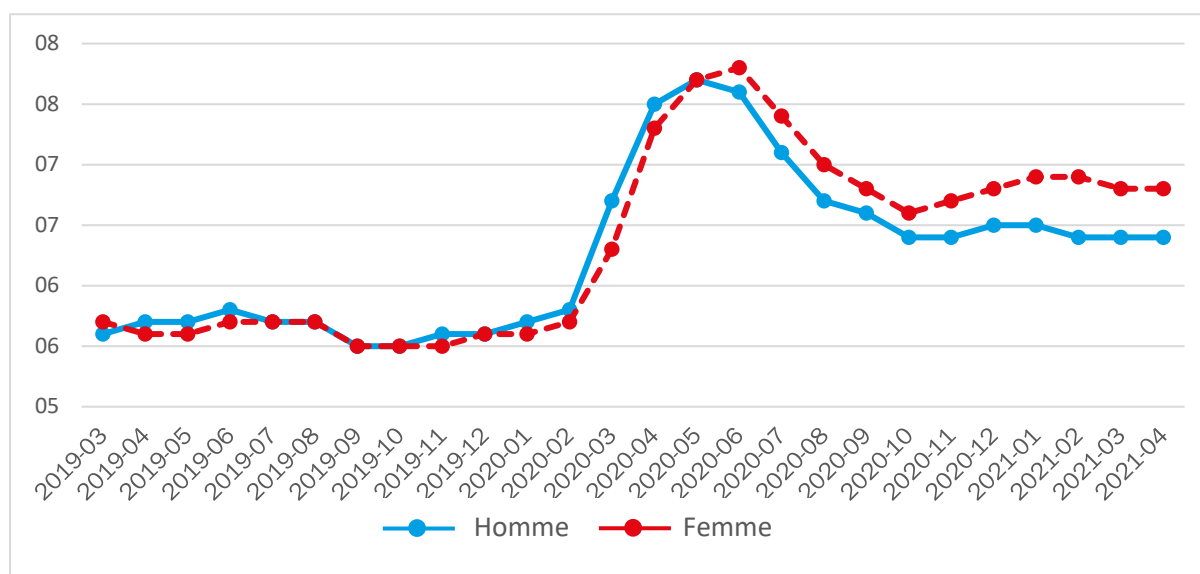
Et pour le Luxembourg?

La première étape du projet Socio-Economic Impact (SEI) mené par le LISER et l'université du Luxembourg a récolté des données sur les impacts de la pandémie sur le marché du travail dans la première moitié de l'année 2020. Les participants à l'enquête devaient décrire leurs expériences d'emploi avant, pendant et juste après le premier confinement du printemps 2020 au Luxembourg. Ils devaient choisir entre six situations d'emploi possibles (en congé pour raisons familiales, en congé pour maladie, en chômage partiel, en télétravail,

présent sur le lieu de travail et sans emploi en février (avant le confinement), début avril (pendant le confinement) et à la fin du mois de mai ou début juin (après le confinement). Le nombre de personnes en emploi est resté constant pendant toute cette période (Figure 3). Sans surprise, cela s'est traduit pour nombre d'entre elles par un plus grand nombre d'heures effectuées depuis la maison, une expérience partagée par environ 9 % des salariés résidents interrogés avant le confinement, un chiffre qui est passé à 54 % au milieu du confinement et qui est resté élevé, à 37 %, en juin. 12 % des personnes interrogées avaient un contrat à court terme (travail temporaire) en avril ; en juin, cette proportion était déjà tombée à 3,5 %. De plus, en avril, 14 % des travailleurs interrogés avaient utilisé l'aide complémentaire COVID-19 du gouvernement attribuée aux familles, mise à disposition des travailleurs ayant des enfants de moins de 13 ans pendant les fermetures d'écoles et les périodes de quarantaine obligatoires, alors que dans la période située entre fin mai et début juin, ce chiffre a chuté à 6 % (Dijst et al., 2021). L'aide complémentaire COVID-19 du gouvernement attribuée aux familles a été utilisée en plus grand nombre par les femmes interrogées. En revanche, moins de femmes ont été mises en chômage partiel lors du pic du premier confinement. Des résultats similaires ont été observés dans l'enquête COME-HERE menée par l'université du Luxembourg (<https://www.en.uni.lu/research/fhse/dbcs/pandemic>).

L'examen des statistiques sur le taux de chômage mensuel par sexe depuis le printemps 2019 révèle certaines caractéristiques marquantes (voir Figure 2). Lors de la période prépandémie, le taux de chômage était relativement stable, à environ 5,5 %, et aucune différence significative entre les hommes et les femmes n'était relevée. Pendant les premiers mois de la pandémie (de mars à juin 2020); le taux de chômage a augmenté de près de cinquante pour cent, jusqu'à 7,75 %. Les chiffres révèlent toutefois que l'emploi des hommes a été plus durement touché que l'emploi des femmes, avec une plus forte augmentation du taux de chômage chez les hommes entre mars et juin – un phénomène inverse a été observé dans les autres pays d'Europe occidentale. Mais ensuite la reprise de l'emploi s'est révélée être beaucoup plus rapide chez les hommes à partir de juillet 2020. Alors que le chômage, partant d'un niveau commun à 5,5 %, s'est stabilisé autour de 6,5 % chez les hommes, il était toujours de 7 % chez les femmes en avril 2021, montrant donc finalement des signes de « shecession », au Luxembourg également.

Figure 2: Taux de chômage mensuel par sexe au Luxembourg, mars 2019 – avril 2021, Eurostat



Source :

https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/UNE_RT_M__custom_977414/default/table?lang=en

Avis d'experts

En mars 2021, les chercheurs Titan Alon, Sena Coskun, Matthias Doepke, David Koll et Michèle Tertilt ont publié une étude du phénomène désormais bien connu de « shecession » dans le IZA Discussion Paper 14223, « From Mancession to Shecession: Women's Employment in Regular and Pandemic Recessions » (D'une récession d'hommes à une récession de femmes : l'emploi des femmes dans les récessions classiques et les récessions causées par des pandémies). En étudiant les données d'enquêtes sur la main-d'œuvre menées dans vingt-huit pays européens et nord-américains, ils documentent l'incidence plus prononcée du repli de l'économie sur les femmes. Deux des auteurs de l'étude, les Drs Sena Coskun (Université de Mannheim) et David Koll (Université de Mannheim), ont accepté de répondre à nos questions et nous ont fait part des points saillants de leurs récentes recherches.

1. **Les recherches montrent que, contrairement à la crise économique mondiale de 2007-2010, l'emploi des femmes a été plus fortement touché que l'emploi des hommes en 2020. Quelles en sont les raisons ?**

Dr Sena Coskun : Je peux vous donner deux causes principales. Tout d'abord, alors que les récessions habituelles touchent les secteurs tels que la construction et la production, dans lesquels travaillent de nombreux hommes, la récession causée par la pandémie a eu la plus forte incidence sur des secteurs tels que l'hôtellerie et le tourisme, qui emploient beaucoup de femmes. En outre, la pandémie a également provoqué la fermeture des écoles et des garderies, ce qui a entraîné une hausse massive de la demande de services de garde d'enfants. Étant donné que les mères gardent davantage les enfants que les pères, les femmes ont vu leur capacité de travail réduite par rapport aux hommes.

2. Constatez-vous des différences en fonction des pays ? Qu'est-ce qui pourrait l'expliquer ?

Dr David Koll : Oui, nous constatons des différences entre les pays. Nous avons commencé par faire une analyse comparative entre les pays, et nous avons observé que la récession causée par la pandémie avait en effet eu un impact exceptionnellement fort sur les travailleuses dans un large éventail de pays. Nous observons une certaine hétérogénéité dans l'amplitude de l'impact, ce qui indique également que différents canaux expliquent cela. Nous avons poursuivi en utilisant des microdonnées d'enquêtes provenant de six pays : les États-Unis, le Canada, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Espagne et le Royaume-Uni. Nous constatons qu'aux États-Unis, au Canada et en Allemagne, il y a un écart considérable entre les sexes dans la réponse concernant le nombre d'heures travaillées, qui comprend à la fois les marges intensives et extensives. Aux États-Unis, on observe également un écart hommes-femmes important concernant les changements d'emploi ; ce qui n'est pas le cas en Allemagne. C'est intéressant et cela suggère déjà le rôle que le chômage partiel a joué pendant la crise. Aux Pays-Bas, en Espagne et au Royaume-Uni, nous observons généralement une faible différence hommes-femmes en matière d'emploi et de nombre d'heures travaillées. Ce que nous constatons, c'est que l'impact le plus important sur l'écart hommes-femmes est en réalité pour les parents ayant des enfants en âge d'aller à l'école. C'est vrai dans tous les pays, ce qui souligne le rôle de la fermeture des écoles et les besoins croissants pour les services de garde d'enfant. Nous observons également que le fait de pouvoir travailler à domicile atténue les différences hommes-femmes en matière de réduction du temps de travail. Lorsque nous procédons à une analyse comparative entre les pays, nous constatons que les pays qui ont une proportion plus importante d'emplois pouvant être exercés depuis la maison présentent un écart hommes-femmes plus faible en matière de réduction du temps de travail, mais également une réduction globale plus faible du temps de travail.

3. Pourquoi est-il important de réfléchir à la différence d'impact entre les récessions habituelles et les récessions provoquées par des pandémies sur l'emploi des hommes et des femmes ?

Dr Sena Coskun : Les précédentes récessions, qu'on appelle des « men-cessions » (des récessions d'hommes), et la récession actuelle, baptisée « she-cession » (une récession de femmes), pourraient avoir des conséquences très différentes pour deux raisons. Tout d'abord, l'offre de main-d'œuvre féminine est plus élastique, ce qui signifie qu'elle réagit généralement plus fortement. Pour de nombreuses raisons, l'attachement des femmes au marché du travail est plus faible que celui des hommes. Une « récession de femmes » pourrait mener, à l'avenir, à une augmentation du nombre de femmes qui quittent la population active ou qui travaillent à temps partiel. Par conséquent, une récession de femmes pourrait entraîner un déclin plus persistant de la main-d'œuvre globale par rapport aux « récessions d'hommes ». Deuxièmement, les femmes ont tendance à être vectrices de protection au sein du foyer, en ajustant leur charge de travail dans les périodes économiques difficiles. Toutefois, on estime que ce canal est moins efficace dans une récession provoquée par une pandémie, car, dans de nombreuses familles, les deux partenaires perdent leur emploi. La plupart des hommes travaillant déjà à temps plein, ils ne peuvent pas

beaucoup augmenter leur charge de travail, puisqu'ils ne peuvent pas offrir une protection active.

4. Une telle différence hommes-femmes dans le choc d'emploi aurait-elle pu être atténuée ? Et comment ?

Dr David Koll : Les éléments montrent qu'il y a deux façons de l'atténuer. La première est l'activité partielle et les régimes de chômage partiel. Par exemple, aux États-Unis, nous observons une grande différence entre les hommes et les femmes dans la réduction du temps de travail et de l'emploi. En Allemagne, nous n'observons une différence hommes-femmes que dans la réduction du temps de travail. Cela montre que l'activité partielle et les régimes de chômage partiel peuvent réduire la différence hommes-femmes dans l'emploi, de façon à protéger les relations de travail officielles. La deuxième mesure est la mise en place de régimes de travail flexibles. Nous pensons également que cela a certainement contribué à réduire les effets néfastes du marché du travail sur les femmes.

5. La capacité de travailler depuis la maison a-t-elle permis de réduire les effets abordés ?

Dr Sena Coskun : Oui, tout à fait. Nous constatons que la flexibilité au travail, qui se traduit par la capacité à travailler depuis la maison, réduit fortement l'impact de la pandémie sur les différences hommes-femmes. Les différences hommes-femmes en matière de temps de travail qui sont induites par la pandémie sont observées presque uniquement chez les personnes qui ne peuvent pas travailler depuis la maison. Au Royaume-Uni par exemple, nous constatons que cet effet est particulièrement présent chez les mères ayant des enfants en âge d'aller à l'école. Cela suggère, par conséquent, que ces mères, qui ne pouvaient pas travailler depuis la maison, ont réduit leur temps de travail de manière significative. En d'autres termes, cet élément suggère que le travail flexible réduit fortement les différences entre les hommes et les femmes sur le marché du travail pendant la pandémie. D'un autre côté, on constate aussi que, parmi les personnes qui travaillent depuis la maison, les mères expérimentent un plus gros déclin de productivité, parce qu'elles travaillent tout en gardant les enfants plus souvent que ne le font les pères.

6. Quelles sont les implications possibles pour le marché du travail post-pandémie ?

Dr David Koll : Nous pensons que le télétravail va perdurer. Certains affirment que le télétravail ou d'autres formes de travail flexible ont le potentiel de réduire fortement les inégalités entre les sexes sur le marché du travail. Ceci parce qu'une grande partie des inégalités entre les sexes proviennent des « pénalités spécifiques des mères ». Si le travail flexible pouvait permettre une répartition plus équitable de la garde des enfants et des autres corvées domestiques, les femmes menant de front carrière et famille auraient moins de conflits internes. Cela pourrait entraîner une réduction des « pénalités spécifiques des mères » à l'avenir et une diminution des inégalités entre les sexes. Une mise en garde, toutefois : il est impératif de reconnaître qu'il est fondamental que le travail flexible n'entraîne pas un impact différentiel sur la productivité des parents à la maison, élément que nous avons pu observer aux Pays-Bas lors de la crise. Il serait nécessaire de

reconnaître que le partage égal de la garde des enfants à la maison est un ingrédient crucial pour que ce canal fonctionne correctement.

7. Devons-nous faire plus de recherche ? Et où ?

Dr David Koll : Dans notre analyse portant sur les États-Unis, une différence non négligeable entre les hommes et les femmes qui n'ont pas d'enfants et qui travaillent aux mêmes postes et dans les mêmes secteurs continue d'être observée. Fondamentalement, cela implique qu'un autre canal supplémentaire en place entraîne cet effet. Il serait intéressant d'approfondir cette question. D'autres pistes peuvent également être étudiées, telles que les foyers à trois générations, dans lesquels les grands-parents interviennent pour s'occuper des petits-enfants, par exemple. De la même manière, il est possible que les femmes aient une réponse plus forte au marché du travail pour réduire le risque d'infection dans les familles. Ou qu'il y ait un besoin accru de travail domestique, assumé par les femmes pendant la pandémie, réduisant ainsi la main-d'œuvre disponible. Enfin, peut-être que les femmes ont dû commencer à s'occuper des personnes âgées vivant dans leur foyer, parce que les prestataires de soins externes avaient interrompu leurs visites à domicile pour s'occuper des plus âgés. Autant de possibilités qui mériteraient d'être approfondies, en raison de la différence hommes-femmes non négligeable qui subsiste chez les personnes sans enfant et travaillant aux mêmes postes et dans les mêmes secteurs. En outre, nous pensons également que, de manière générale, cette interaction entre les cycles économiques et les décisions des ménages est très importante et doit être approfondie, puisqu'une grande partie des décisions se prennent au sein des foyers, ce qui influence certainement le cycle économique.

Références

Alon, T., M. Doepke, J. Olmstead-Rumsey and M. Tertilt (2020). *The shecession (she-recession) of 2020: Causes and consequences*. VOX EU Article.

<https://voxeu.org/article/shecession-she-recession-2020-causes-and-consequences>

Alon, T., S. Coskun, M. Doepke, D. Koll, and M. Tertilt (2021). *From Mancession to Shecession: Women's Employment in Regular and Pandemic Recessions*. NBER Working Paper 28632, National Bureau of Economic Research, Cambridge MA.

Adams-Prassl, A., T. Boneva, M. Golin, and C. Rauh (2020). *Inequality in the Impact of the Coronavirus Shock: Evidence from Real Time Surveys*. CEPR Discussion Paper No. DP14665, Center for Economic Policy Research, London.

Del Boca, D., N. Oggero, P. Profeta, and M. C. Rossi (2020). *Women's Work, Housework and Childcare, before and during COVID-19*. IZA Discussion Paper 13409, Institute for the Study of Labor, Bonn.

Dijst, M., C. D'Ambrosio, V. Van Acker, P. Van Kerm, L. Martin, S. Cosaert, I. Gewinner, L. Görge, M. Suhrcke, T. Seuring, and C. Vögele (2021). *SEI Socio-Economic Impacts of COVID-19: Collecting the data*. Fonds National de la Recherche-FNR, Luxembourg Institute of Socio-Economics Research (LISER).

<https://liser.elsevierpure.com/en/publications/sei-socio-economic-impacts-of-covid-19-collecting-the-data>

Farre, L., Y. Fawaz, L. Gonzales, and J. Graves (2020). *How the COVID-19 Lockdown Affected Gender Inequality in Paid and Unpaid Work in Spain*. IZA Discussion Paper 13434, Institute for the Study of Labor, Bonn.

Kristal, T. and M. Yaish (2020). *Does the coronavirus pandemic level the gender inequality curve? (It doesn't)*. Research in Social Stratification and Mobility 68, 100520.

Reichelt, M., K. Makovi, and A. Sargsyan (2020). *The impact of COVID-19 on gender inequality in the labor market and gender-role attitudes*. European Societies, 1 - 18.